

Tepco, trente ans de mensonges

Depuis des années, au nom du profit, la compagnie privée qui gère la centrale de Fukushima jouait avec le feu. Avec d'autant plus de facilités que l'ensemble de la filière nucléaire cultive l'opacité et le mensonge, avec une certaine complaisance des autorités japonaises.

Tokyo, le 23 mars. « Hier, le vice-président de Tepco s'est rendu sur un des sites d'hébergement temporaire à Fukushima. Il est venu dire à la population combien il était désolé. (...) La plupart des gens étaient assis à la manière japonaise, c'est-à-dire le dos droit et les jambes repliées sous eux, ce qui est une manière très formelle d'accueillir les gens d'une condition supérieure. Pendant ce temps, le vice-président était debout et s'inclinait devant eux. Voilà les relations et le rapport de forces créés entre la population locale de Fukushima et Tepco. Ils ont domestiqué cette population en l'arrosant avec de l'argent », écrit Keisuke Fuse, l'un des responsables du syndicat Zenroren (publié sur le site de la CGT). Il révèle également que pour faire

« le travail le plus sale et le plus dangereux » dans la centrale nucléaire en perdition, avec la bénédiction de Tepco, ses sous-traitants embauchent des intérimaires payés 78 à 105 euros par jour. Tricheries et mensonges jalonnent l'histoire de Tepco (4^e producteur mondial d'électricité, 1,2 milliard d'euros de profit pour son dernier exercice), la plus grosse des dix compagnies privées qui se partagent le marché japonais, gestionnaire de la centrale de Fukushima Daiichi. Jusqu'à la plus récente. Le 25 mars, trois des techniciens qui tentent de refroidir les réacteurs de la centrale ont été



STEF PACORIS

Les dirigeants de Tepco viennent s'excuser devant ceux dont ils ont brisé la vie... pour tenter de faire oublier que leurs profits se font depuis des années au mépris de la vie.

irradiés. Ils n'avaient pas d'équipements de sécurité adaptés. Le 28 février, dans un rapport remis à l'Agence nippone de sûreté nucléaire, la compagnie avouait, contrairement à ses dires antérieurs, qu'elle n'avait pas procédé à des contrôles obligatoires portant sur 33 éléments des six réacteurs de la centrale de Fukushima Daiichi. Dont un moteur, un générateur d'appoint du réacteur 1 (mieux contrôlé, aurait-il survécu au tsunami et pu contribuer au refroidissement du réacteur?) et la carte d'alimentation d'une valve de contrôle de

température. L'agence lui avait donné jusqu'au 2 juin pour y remédier, estimant qu'il n'y avait aucun risque immédiat en termes de sécurité. Le séisme et le tsunami du 11 mars en ont décidé autrement. En 2002, des révélations sur

20 ans de falsifications de rapports d'inspection faisant état de fissures ou de corrosions sur les enveloppes entourant les réacteurs avaient contraint la direction de Tepco à démissionner. En 2006-2007 de nouvelles révélations de falsification portent cette fois sur des températures d'eau de refroidissement. D'autres compagnies sont d'ailleurs éclaboussées par ce scandale (Cepco, Japco, Kansai et Tohoku). En 2007, après qu'un séisme de magnitude 6,8 a endommagé sa centrale nucléaire de Kashiwazaki-Kariwa, une des plus grosses du

monde, Tepco est accusée d'avoir tardé à donner des informations précises sur l'incendie et la fuite radioactive qui ont suivi. Les autorités locales demandent l'arrêt de la centrale et son inspection. 67 anomalies seront relevées. Notamment les fragilités de l'installation face à une secousse sismique plus forte que celle qui venait de se produire. Et le fait que la centrale semblait construite plus près qu'on ne le dit d'une faille sismique. Les déficits financiers de Tepco et la baisse de capacité de production que représentait la centrale ont pourtant convaincu le gouvernement d'accepter son redémarrage à partir de 2009.

Malgré les résistances de certaines autorités locales et des associations antinucléaires, au nom de l'indépendance énergétique du pays et grâce à quelques arrosages financiers, les gouvernements successifs (notamment le Parti libéral-démocrate, au pouvoir de façon quasi ininterrompue de 1945 à 2007) ont laissé faire. Des rapports diplomatiques américains, révélés par WikiLeaks (cités par « le Monde », 23 mars), rapportent comment des plaintes déposées par des riverains des centrales, doutant de leur capacité à résister aux séismes, ont été enterrées, des décisions de justice contournées par les compagnies avec la complicité des pouvoirs publics. Quant à l'opposition grandissante au mox (combustible nucléaire contenant du plutonium et de l'uranium appauvri, beaucoup plus radioactif que celui à l'uranium enrichi, utilisé dans certaines centrales japonaises, notamment à Fukushima, et fourni par Areva), elle a été soigneusement muselée. Les publicités lénifiantes financées par les lobbies de la filière (Jaero, FEPC) ont envahi les médias pour étouffer toute information discordante.

Qui paiera les dégâts causés par l'accident nucléaire en cours? Pas Tepco. Depuis août 2010,



KIM KYUNG HOON/REUTERS

70 000 personnes ont été évacuées dans une zone de 20 km autour de la centrale. Mais est-ce suffisant ?

elle n'est plus assurée pour les dommages subis par le site, qui d'ailleurs ne redémarrera sans doute jamais. Pour les dommages causés aux tiers, la loi japonaise fixe un plafond d'indemnisation de 1,04 milliard d'euros. Pour ce risque, Tepco était assurée, mais les séismes et les tsunamis ne sont pas couverts par les assureurs japonais. Et la convention de Paris en exonère l'exploitant. Il restera l'État pour indemniser les victimes. ★

DOMINIQUE SICOT

dsicot@humadimanche.fr



KIM KYUNG HOON/REUTERS